

## Le Québec de l'après-crise



Photo: Graham Hughes La Presse canadienne «Plus que jamais, la cohésion économique, sociale et politique de toutes les régions du Québec devra faire partie de l'équation», écrivent les auteurs.

**Claudette Carbonneau, Robert Laplante et Danic Parenteau**

Respectivement présidente des OUI Québec, directeur de L'Action nationale et professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean

19 mai 2020 **Idées**  
Idées

Le Québec se prépare à sortir de sa « pause » alors que débute le déconfinement. Si la pandémie n'est pas derrière nous, on doit déjà penser à l'après-COVID-19. L'après-crise ne pourra être qu'un simple retour à la normale. Il faudra revoir bien des choses que nous tenions pour évidentes. Durement ébranlée, toute notre vie collective devra faire l'objet d'une révision en profondeur.

Après des décennies à tenter de placer sur l'horizon mondial l'avenir de l'humanité, voici que cette crise nous fait redécouvrir les ressorts puissants de la nation comme cadre de la vie collective. C'est dans ce cadre, pour d'aucuns redécouvert, que nous devrions réfléchir notre sortie de crise.

À l'heure où nous amorçons cette réflexion, pourquoi ne pas saisir l'occasion de construire à partir d'une vision mieux intégrée de nos besoins collectifs ? Plutôt que de concevoir notre vie collective comme un ensemble morcelé (économie, environnement, santé, éducation, culture, etc.), pourquoi ne pas repenser l'avenir en le prenant comme un tout dont chacun des secteurs s'imbrique dans un ensemble plus fort que chacune de ses parties ? Cet ensemble globalement défini doit désormais être repensé en fonction de l'intérêt national, c'est-à-dire à partir de ce qui transcende les intérêts particuliers pour servir l'intérêt général de la nation. L'État, dont le rôle central est ressorti grand de la crise, doit servir cet intérêt national en s'assurant que nos institutions collectives s'en fassent les promoteurs et les garants. Car c'est en elles que se projettent nos ambitions comme société.

Au Québec, cependant, ce bel élan créatif devra composer avec le fait que nous sommes de plus en plus minoritaires au sein du Canada et que nous évoluons dans un contexte de relations Québec-Canada toujours non résolues. Nous avons besoin d'un lieu de réflexion qui nous soit propre. Le moment venu, nous devons nous souvenir que nous payons des impôts à Ottawa et qu'il est normal que ces sommes servent à construire ce que nous jugeons utile pour notre peuple.

C'est en considérant notre intérêt national que nous aurons à repenser notre économie pour reprendre une certaine normalité et un plus grand contrôle de notre destinée. Cette relance devra consolider les structures de l'économie réelle, celles de nos quartiers, de nos villes et villages, de nos régions, celles qui peuvent répondre à nos besoins réels. La crise a d'ailleurs démontré notre extrême dépendance à des fournisseurs étrangers pour des produits d'importance stratégique.

Nous aurons à repenser notre production et nos achats pour que l'activité économique nous apporte prospérité, autonomie et sécurité. Plus que jamais, la cohésion économique, sociale et politique de toutes les régions du Québec devra faire partie de l'équation. Enfin, il faudra s'assurer que les politiques monétaires, budgétaires et fiscales de l'État canadien tiennent compte de notre intérêt collectif.

Pour une sortie de crise durable

La pandémie actuelle ne doit pas nous faire oublier la crise plus grave encore qui nous guette tous. Si l'urgence climatique n'a que faire des frontières, il n'en demeure pas moins que c'est par l'action des États, défenseurs de l'intérêt des nations, que les solutions pourront être élaborées et mises en œuvre localement. Dans le cas du Québec, la transition énergétique se fera d'abord en misant sur nos ressources renouvelables, sur la volonté de les transformer localement et de les utiliser en faveur de toutes les régions par des investissements dans l'électrification de nos transports, certes, mais encore et surtout dans des systèmes intégrés qui devront desservir les populations de tout le territoire.

De même, il faudra localement des mesures de réduction de la circulation automobile dans certains centres urbains, par des programmes d'efficacité énergétique et une mise aux normes environnementales du parc de logements. Voilà qui illustre à quel point la perspective peut changer si on l'examine à partir du Québec plutôt que d'investir dans les énergies fossiles, comme le fait le Canada. Il y a des limites à vouloir ménager la chèvre et le chou quand sonne l'heure de la reconversion économique !

C'est encore à partir de l'intérêt du Québec que nous devons repenser notre système social, que la crise est venue fortement ébranler. Elle a révélé combien notre système de santé était aussi solide que le plus fragile de ses éléments. Il faudra réaliser que le partage des compétences et la répartition des ressources financières ne sont plus adéquats. Dans ce contexte, le Québec n'a plus les moyens de ses responsabilités, et Ottawa n'a pas les compétences pour disposer des moyens. Il faut que cessent les distorsions induites par les tensions d'un régime qui ne sert plus le bien commun.

C'est en pensant la sortie de crise dans une perspective nationale que nous pourrons le mieux nous prémunir contre les crises à venir, tout en nous garantissant un avenir. Cela n'a rien à voir avec l'égoïsme ou le repli sur soi, mais bien plutôt avec la reconnaissance du Québec réel. Il faut savoir tirer les leçons de la crise et de ce que signifie « vivre ensemble » : la vie des gens, dans l'immense majorité du temps, se déroule d'abord et avant tout dans l'espace national, c'est-à-dire l'espace où s'exerce la solidarité et où se relèvent les défis. C'est en s'y ancrant solidement que peuvent se dresser les ponts entre les peuples.